

# LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

*au sommaire  
de ce numéro :*

- 3 éditorial de **M-L DUBOIN** : **ATTENTION, DANGER ! Les gouvernements des pays occidentaux prennent des mesures insupportables. Pour ne pas laisser revenir le fascisme, soyons zapatistes !**
- 5 Rapport sur la **sixième Conférence Internationale de BIEN**, par **J-P MON**.
- 6 **Au fait, c'est quoi, la démocratie ?** interroge **R. PÉLOFI**.
- 7 **Beaucoup de mots pour décrire les maux, mais guère de remèdes**, constate en lisant la presse, **A. PRIME**.
- 10 **Il est aussi difficile d'obtenir une réponse précise de Ph.Seguin**, même en insistant, comme **J-C PICHOT**.
- 11 **À quoi bon faire encore des lois, si on ne touche pas à l'essentiel**, remarque **D.KESSOUS**.

N° 959 octobre 1996

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Rédacteur en chef :  
**Jean-Pierre MON**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**  
**Djémil KESSOUS**

\*  
*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

\*  
Impression : R. PERNEL  
Commission paritaire N° 57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

#### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

#### Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

**TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04**

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

### **L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.  
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).  
Une petite brochure à diffuser largement.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

**nouvelle édition**

### **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110 F).

♦ *Pour animer une discussion :*

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

texte d'une conférence d'André PRIME

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

### **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

♦ *Enfin une bande dessinée :*

### **« ET SI ON CHANGEAIT ? »**

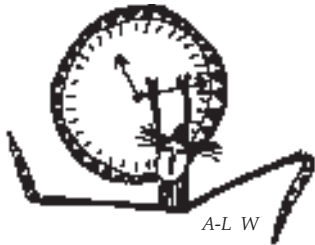
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

**Tous ces documents peuvent être commandés au journal.**

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,  
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais  
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



# Attention, danger : aux fous!!!

Ce n'est pas sans raison si beaucoup de gens, ces temps-ci, font un rapprochement entre la situation actuelle et celle des années 30 : nombre des chômeurs qui ne cesse d'augmenter, misère croissante, scandales financiers et "affaires" en série qui montrent la vénalité des responsables, critique du parlementarisme qui s'en suit, etc. Il y a donc un risque très sérieux de voir à nouveau un beau paroleur séduire les foules, en exaltant le racisme, le nationalisme et l'intégrisme, et en promettant de mettre fin au chômage par élimination des étrangers et autres mécréants. N'oublions pas qu'Hitler a été plébiscité... Alors, face à cet immense danger, n'ayons surtout pas la mémoire courte.

Mais le peuple français, pas plus que ses semblables d'ailleurs, ne pourra pas supporter encore longtemps l'avalanche de mesures catastrophiques que le gouvernement lui assène, imperturbable devant les désastres qu'elles entraînent. Jusqu'où peut encore aller la destruction systématique de la protection sociale et du service public ? Peut-on laisser aller plus loin encore la détérioration de la situation des plus démunis au profit des plus riches<sup>1</sup> ? La suffisance, voire l'arrogance, avec laquelle ces mesures sont annoncées, donne l'impression qu'elles sont prises par des insensés, refusant d'en voir les conséquences évidentes, sourds à toutes les menaces qu'elles font peser et aveugles—ou indifférents— devant la misère qu'ils créent avec détermination.

Quel fanatisme pour obéir à la dictature qu'exerce la finance sur ceux qu'on appelle encore parfois "les responsables" ou "les décideurs" dans les pays "avancés" ! L'exemple est donné par Bill Clinton : il vient de signer, en l'appelant bien sûr "réforme", l'arrêt de mort

de "l'État-providence" dans son pays. C'est la suppression de toute aide de l'État aux plus démunis, y compris celle à l'enfance en péril, prescrite par le *Social Security Act* de 1935. Le montant de celle-ci était pourtant 14 fois moindre que le service de la dette aux financiers, et égal à ce que reçoivent, sous forme de dérogations fiscales pour achat d'une résidence, les 5% des ménages les plus riches<sup>2</sup>. En Allemagne, la remise en cause de "l'état social" et le plan d'austérité ont été imposés par la coalition au pouvoir afin "d'obéir à Maastricht". Ce qui a soulevé un énorme mouvement de contestation le 7 septembre. En Angleterre, une formule rusée a été trouvée par le gouvernement qui a déclaré tout simplement que le chômage n'était pas de son ressort : c'est une affaire privée, celle des chômeurs eux-mêmes. Une façon de se laver les mains que ses homologues vont sûrement copier...

Que faire pour arrêter cette vague de folie, cette vaste entreprise d'appauvrissement des peuples, au nom d'une pensée unique, fermée, stupide, indiscutable et martelée à longueur de journée dans nos cerveaux par des médias serviles ? Réagir, bien sûr, mais sans tomber dans l'extrémisme qui mène au fascisme.

Comment ? D'abord en ne renonçant jamais à faire entendre la voix de la raison et du bon sens, même au milieu de la raillerie sur les utopies simplistes. Puisque l'intégrisme financier mène le monde à sa perte, il faut avoir le courage de le dénoncer, de démonter ses mécanismes et de réfuter sa loi. L'entreprise n'est pas facile, puisqu'elle va à contre-courant. Mais nous sommes de moins en moins seuls. En Angleterre, le *Mouvement pour la Justice Monétaire*, qui nous a invités en juillet dernier à parler à la Chambre des Communes, a bien

compris l'enjeu. Son Secrétaire a pris soin d'adresser une lettre aux congressistes de BIEN<sup>3</sup>, réunis à Vienne, pour les inciter à orienter leurs débats vers la question, à son avis fondamentale pour l'allocation universelle : qui va la payer ? et à la relier à la profonde réforme monétaire qui lui apparaît indispensable : rendre à l'État le droit régalienn d'émettre monnaie, sans intérêt. En Allemagne, l'association *Kairos Europa*, qui s'appuie, entre autres, sur les travaux du Pr. Duchrow<sup>4</sup>, après avoir mené une campagne aux niveaux nationaux, s'attaque au niveau européen : elle va faire une intervention au Parlement européen ce mois-ci<sup>5</sup>. En France aussi, l'association *Chômage et Monnaie* travaille dans le même sens par ses études sur la formation des masses monétaires. Elle vient de sortir sur ce sujet un manifeste<sup>6</sup> très clair, sous une forme bien condensée et que tous les distributistes peuvent utiliser pour expliquer les dysfonctionnements qu'entraîne une monnaie de dette (créée sous forme de crédits, à rembourser contre intérêt aux banques).

## et viva Zapata !!

Et puis ? Si cela ne suffit pas, les peuples des pays industrialisés se retrouveront aussi spoliés que les Indiens du Mexique, entre autres. Et il ne restera plus d'autre façon digne de réagir que celle de Zapata<sup>7</sup> au début du siècle et celle des populations courageuses du Chiapas aujourd'hui. Ces hommes sont avant tout nos frères, comme dit Danielle Mitterrand qui a eu le courage admirable d'aller les voir et de publier le récit<sup>8</sup> de cette visite et de leur lutte. Digne de tous les distributistes.

MARIE-LOUISE DUBOIN

1. En écrivant ceci, j'apprends que le gouvernement va encore "trouver" 7 milliards "d'économies" en les retirant de l'aide au logement. Et puis quoi encore ?
2. Chiffres donnés par L.Wacquant, Professeur de sociologie à l'Université Berkeley, Californie, dans *le Monde Diplomatique* N°510.
3. *Basic Income European Network*, le réseau européen pour l'allocation universelle, a tenu son dixième congrès dont J-P Mon fait le rapport page 5.
4. Invité également à la Chambre des Communes par le *Mouvement pour la Justice Monétaire*, U.Duchrow est l'auteur d'une étude traduite en Anglais sous le titre "*Alternatives to Global Capitalism*", remarquable et très bien documentée, éditée par *Kairos Europa*, Hegenichstrasse 22, 69124 Heidelberg, Allemagne, .
5. Voir l'annonce ci-dessous.
6. Des exemplaires de ce manifeste de 4 pages, intitulé "*Pour une relance rapide sans inflation*", sont à la disposition des abonnés (écrire au journal en joignant, si possible, un timbre pour nos frais d'envoi).
7. Le mépris Emilio Zapata mena, au début du siècle le combat contre le pouvoir en place au Mexique qui spoliait les paysans de leur seule richesse, la terre, et les Indiens, de toute dignité. Son combat ne visait qu'à rendre au peuple l'indispensable à leur existence : "Terre et liberté". Il fut assassiné comme une bête sur l'ordre du président Carranza.
8. "*Ces hommes sont avant tout nos frères*" par D. Mitterrand est publié aux éditions Ramsay, 144 pages, au prix de 49F. Les droits d'auteur sont intégralement versés à France-Libertés.

extraits de

### **CES HOMMES SONT AVANT TOUT NOS FRERES :**

**Q**uand les hommes de tous pays prendront-ils conscience de l'inhumanité du mot «rentable»? De sa sottise fondamentale, de sa cruauté, de son inanité sur le plan humain et pourtant de son incontournable puissance tant que le système reste exclusivement fondé sur l'économie ?

\* \* \*

**L**a révolution qui est à l'œuvre dans le Chiapas ne ressemble à aucune autre. Elle n'est ni communiste ni marxiste. Elle ne vise pas à remplacer un type d'économie libérale par un type d'économie étatique. C'est une révolution pour construire un monde dont la valeur centrale sera l'homme, avec sa culture, ses origines, ses différences ; et le but de cette société ne sera ni l'accumulation de la richesse, ni l'accumulation du pouvoir. Elle permettra à chacun de réaliser au mieux ses aspirations d'homme, dans la fraternité, la justice, le respect sans discrimination, ni entre les sexes, ni entre les races.

D.MITTERRAND.

\* \* \*

*Comment les distributistes pourraient-ils rester indifférents à la lutte du Chiapas ?*

### **Le Nord bouge :**

**Amis lecteurs Belges,  
membres du Groupe Liègeois  
pour l'Économie Distributive,  
ne manquez pas d'aller voir  
la pièce de théâtre tirée de**

## *Kou l'ahuri*

de **JACQUES DUBOIN**

*mise en scène par*

**CHRISTINE DELMOTTE**

qui sera présentée du 11 au 19 Octobre 1996

au **Botanique**

*Centre Culturel de la Communauté Française de Belgique*

à **BRUXELLES**

**et au débat organisé à cette occasion sur  
les "utopies" sociales**

qui aura lieu au même endroit,

**le samedi 12 Octobre à 20 heures.**

à **DOUAI,**

Salle basse de l'Hôtel de Ville

le **mardi 22 octobre**

à **20 heures 30**

conférence suivie d'un débat

**pour une**

**économie distributive**

par **MARIE-LOUISE DUBOIN**

**Le 17 octobre, à partir de 9 heures  
au parlement Européen de Bruxelles,  
interventions de *Kairos Europa***

sous le titre qu'on peut traduire par :

***"L'Union Monétaire Européenne dans le  
contexte du chômage de masse,  
de la dégradation sociale et de la  
mondialisation des marchés de capitaux."***

Chaque intervention sera suivie  
de questions et commentaires.

# 6<sup>ème</sup> Conférence Internationale de BIEN

La sixième Conférence Internationale du *Basic Income European Network* s'est tenue les 12 et 13 septembre 1996 au Centre International de Conférences des Nations Unies, à Vienne (Autriche). Elle a réuni plus de 160 participants venus de divers pays européens (y compris de l'Est) et, pour la première fois depuis la création en 1986 de l'association, une vingtaine de représentants des Amériques du Nord et du Sud, de Nouvelle Zélande et d'Israël. Les cinq Français présents appartenaient à l'Association pour l'instauration d'un Revenu d'Existence (AIRE), au Centre International de Formation Européenne (CIFE), à *la Grande Relève* et à l'Université d'Orléans. Quatre sessions plénières étaient respectivement consacrées 1. à "L'héritage" de Paine; 2. au point sur le revenu de base dans les divers pays; 3. au revenu de base et à l'emploi subventionné; 4. aux diverses conceptions du revenu de base. Neuf sessions de travail se sont tenues en parallèle : 1. Paine et ses successeurs : justification théorique du revenu de base; 2. Micro simulations et évaluations des coûts du revenu de base; 3. Quelques scénarios de transition outre-mer ; 4. Revenu de base et éco-taxes ; 5. Scénarios de transition à partir des systèmes d'aides sociales développés; 6. Revenu de base et emploi ; 7. Le revenu de base en tant qu'élément d'une politique sociale globale; 8. Faisabilité politique du revenu social ; 9. Autres justifications du revenu de base.

Au total, une soixantaine d'articles ont été présentés sur les sujets précédents. La Conférence s'est terminée par l'assemblée générale des membres de BIEN.

Que peut-on retirer de cet ensemble important de travaux théoriques?

À première vue, on a l'impression que le débat sur l'instauration d'un revenu de base est une idée qui fait son chemin en Europe. En fait, comme l'a montré le point fait sur l'allocation universelle dans les divers pays, le concept n'est discuté que de manière académique dans un certain nombre d'universités ou de centres de recherches en sciences sociales (qui disposent pour poursuivre ces travaux, et c'est un signe encourageant, de crédits d'États ou de l'Union européenne). Il ne trouve, par contre, que peu d'échos auprès des instances syndicales ou politiques et il est pratiquement ignoré du grand public qui devrait pourtant être le plus intéressé à sa mise en place. Il faut dire que la plupart des articles présentés étaient des justifications de la nécessité d'un revenu de base, dont le montant, la plupart du temps, était de niveau peu élevé et pouvant se combiner avec de petits boulots. Assortis de calculs plus ou moins élaborés ils tendaient à montrer qu'il n'en coûterait rien de plus à l'État d'instaurer un tel revenu de base pour tous les citoyens. Les uns invoquent un revenu de base de droite et les autres un revenu de base de gauche, mais tous butent sur le même obstacle : ils veulent rester dans le système actuel de redistribution, forcément limité. Ils ne conçoivent pas ce que pourrait être un système de vrai dis-

tribution. En voulant rester "crédibles", au sens économique actuel, ils ne peuvent proposer qu'un rafistolage de l'aide sociale et non un projet de société. Certains en sont même à proposer un revenu de base partiel... Qui plus est, à lire certains d'entre eux, on a l'impression qu'ils continuent à croire qu'il y a du travail pour tout le monde. Ils se veulent égalitaires pour le montant du revenu de base, mais ils acceptent volontiers que certains aient un travail sûr, intéressant, bien rémunéré et que les autres se contentent des travaux ingrats.

Dans son intervention intitulée "*A civic contract to manage basic income and large working time reduction*"<sup>1</sup>, M-L Duboin, a rappelé que la relève du labeur humain par des automates permet de fabriquer les biens nécessaires à assurer une vie décente à tous, tout en réduisant le temps de travail humain nécessaire. Mais ceci réduit la masse totale des salaires. Vouloir compenser le manque à gagner par REDistribution, c'est-à-dire par des taxes, ne peut satisfaire personne : ni ceux à qui on retire ainsi une partie d'un salaire qu'ils ont de plus en plus de mal à gagner, ni les entreprises qui y voient un handicap à leur compétitivité. Le pouvoir d'achat doit donc être désormais indexé non plus au travail, mais aux produits créés, et prendre ainsi la forme d'une monnaie de consommation.

Un tel discours ne pouvait que choquer quelque peu la grande majorité des auditeurs, mais l'idée de financer le revenu de base sur autre chose que la redistribution a quand même fait son chemin, puisque, après une nouvelle intervention de M-L Duboin à l'assemblée générale, il a été décidé de faire de l'idée de distribution le sujet de la prochaine conférence qui aura lieu dans deux ans. Ce n'est pas un mince succès ! Dans deux ans, bien des choses auront évolué... Mais les mentalités? Elles n'évoluent pas vite au sein de BIEN, depuis sa création. Un exemple : au second congrès de BIEN, M-L Duboin avait présenté l'attribution d'un revenu social à tous "*as an inheritance*"<sup>1</sup>. Huit ans plus tard, nous avons eu le plaisir d'entendre une communication du professeur américain Gar Alperovitz qui disait la même chose, sous le titre presque identique : "*Distributing our technological inheritance*" ! Il se terminait en montrant que les quelques expériences de distribution de notre héritage technologique, effectuées dans certaines villes américaines, remettent en cause à la fois les principes du capitalisme traditionnel et ceux du socialisme traditionnel. Il y a donc de l'espoir...

Jean-Pierre MON.

<sup>1</sup> Le texte en est disponible au journal.

Étymologie du mot "démocratie" : du grec "demos", le peuple et du grec "kratos", force, puissance, pouvoir... Donc, la démocratie, c'est la force, la puissance, le pouvoir aux mains du peuple.

## La démocratie, c'est quoi ?

« Pour entraîner un peuple, on commence par l'endormir » disait déjà Marat, pendant la Révolution. De quelle fumée suffocante usent et abusent les grands de la finance ? En tête le foot talonné par le tennis : PSG, Roland Garros... le quinze de France, le tiercé et autres jeux d'argent... les jeux télévisés débiles... Et pour compléter ce sinistre tableau, les anesthésistes religieux, porte-parole professionnels du néant mystique, qui s'essouffent devant leur micro à seule fin d'aliéner le citoyen en le transformant en croyant. Or un croyant a perdu tout esprit critique, il avale les pires inepties, les pires contradictions, tout, tout comme une gélule anti-réflexion, sans même l'accompagner du demi-verre d'eau traditionnel. Un peuple croyant est une proie facile pour la pieuvre capitaliste. Le peuple, énorme masse ballottée à hue et à dia par des multitudes d'impondérables "intra et extracéphaliques" non identifiables, semble se délecter dans le monde des illusions. La cause principale de cette profonde apathie est indiscutablement l'ignorance, une ignorance totale de ce qui se passe dans les coulisses du théâtre véreux qu'est le milieu politique, l'ignorance des composantes complexes du moteur de l'économie, où l'on affirme d'emblée, sans sourciller, qu'il n'existe aucune alternative pour résoudre la crise, et donc pas d'autre solution que celle

adoptée par nos gouvernants fan-toches. Et le peuple d'avaler la pilule d'un trait. A la radio, à la télévision, dans la presse écrite... officielle, dans les revues et les livres, la vérité est dénaturée, voire occultée par des journalistes peu scrupuleux, soudoyés par de puissants sponsors industriels et commerciaux. Les peuples sont parqués sur une voie de garage. Victimes de la désinformation, ils sombrent dans la résignation, deviennent fatalistes ou bien vont grossir les rangs des néo-fascistes, persuadés qu'ils vont enfin découvrir la vérité. Réédition des années 30 ?[...] Nos grands élus ne sont en fait que des valets supérieurs grassement rétribués quoi qu'ils fassent ou ne fassent pas, ne poursuivant pas d'autre but que leur réélection, tous des maîtres experts en langue de bois et en "toco-manetas" (serreurs de mains). Soumis, sinon consentants, voire complices, ils obéissent à l'autorité suprême des grands "argentiers" multinationaux. Nos gouvernants font seulement semblant de gouverner. Une équipe de guignols, de magouilleurs-menteurs-profiteurs-opportunistes, des marionnettes flairant "l'oseille"... La devise de nos démocraties appliquées n'est pas *servir*, mais *se servir*. Sitôt après les élections, ils oublient leurs électeurs, troupeau d'ignares qui les ont amenés au royaume du Père Noël, parfaitement persuadés de l'efficacité d'une alternance allant du *bonnet blanc*

au *blanc bonnet*.

Alors qu'elles devraient être incompatibles avec une économie où le profit prévaut sur la santé et sur les vies humaines, nos démocraties telles qu'elles sont appliquées ne sont en fait que des "ploutocraties" déguisées. Mais tout compte fait, malgré leurs faiblesses, malgré la gadoue capitaliste, force est de constater que de tous les régimes politiques appliqués dans le monde, les moins inhumains sont encore nos démocraties occidentales. On peut encore critiquer, railler, ridiculiser nos grands élus en les représentant sous forme de figurines monstrueuses, "Guignols de l'info" et "Bébête-Show". On peut encore lire des hebdomadaires tels que "le Canard enchaîné", "Charlie-Hebdo", des mensuels aussi subversifs que "La Grande Relève des hommes par la science" et encore quelques autres peut-être moins connus... Il y a quelques jours, le ministre de la Culture dénonçait les agissements du maire Front National, pratiquant une censure illégale dans la bibliothèque municipale d'Orange et d'y introduire une série de livres conformes à ses opinions ! ... Aujourd'hui Orange, demain Toulon, Marignane ? Comme la grippe ou la tuberculose, le fascisme est très dangereusement contagieux. Le Pen et ses lieutenants sont plus à craindre encore que le Sida ou la maladie des vaches folles... Peuple de France, réveille-toi !

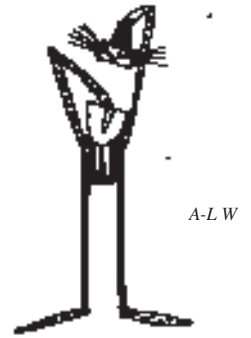
RAYMOND PÉLOFI.

démocratie?

« Vous dites ce que vous voulez et vous faites ce que l'on vous dit » Gérard Barry.

« C'est l'art d'écraser le peuple par le peuple, au nom du peuple » Oscar Wilde.

« Mon Dieu, Madame la Duchesse, la démocratie est le nom que nous donnons au peuple toutes les fois que nous avons besoin de lui ». G.de Caillavet et R.de Flers dans "L'habit vert" (1912).



## mots et maux

**B**alladur semble oublier que le mal est planétaire. Sous la houlette de l'économie de marché, d'un libéralisme qui réclame toujours plus de déréglementation, la mondialisation des facteurs économiques, depuis l'écroulement du communisme en est la cause principale.

En tête, la mondialisation financière et spéculative dont les transactions représentent 90 fois<sup>1</sup> celles du commerce ; puis vient la mondialisation industrielle et commerciale, en marche vers une concentration jamais vue. Un exemple : la Compagnie Générale des Eaux compte plus de 2500 filiales dans des domaines les plus inattendus.

Cette concentration conduit à une concurrence forcenée et, au niveau mondial, un groupe trouve toujours en face de lui un autre groupe qui veut aussi augmenter ses "parts de marché". Ainsi, actuellement la bataille fait rage autour des nouveaux moyens de communication. Malheureusement, sur le plan social, cela conduit à la catastrophe. Depuis quelques années, l'antienne d'accompagnement de la mondialisation est « *Le coût du travail est trop élevé : il faut le réduire* ». Cela se traduit, notamment dans les pays les plus industrialisés - ceux du G7 et quelques autres - par :

1. Le blocage, voire la baisse des salaires : l'énorme volant de chômeurs a modifié radicalement les rapports de force patrons-salariés.
2. Les licenciements. En ce qui concerne la France, on a annoncé 60.000 licenciements programmés d'ici la fin de l'année (*Le Parisien* du 28 août en a donné le détail) ; mais on estime à 100.000 les licenciements probables.

Au Congrès de Bruxelles de la Confédération Internationale des Syndicats Libres en juin, son Secrétaire général, le britannique B.Jordan, a bien résumé la situation qui prévaut dans le monde entier « *L'ère du marché mondial a commencé [...] Le syndicalisme et les valeurs qu'il incarne n'ont plus de place dans les plans de ceux qui commandent cette révolution économique. Sans aucune compassion ni conscience, ils façonnent un monde où l'on attend que les personnes soient au service du marché et non l'inverse [...]. Ce congrès doit envoyer un message clair aux exploités et aux exploités. La contre-offensive a commencé.* »

\* \* \*

Et voilà qu'au bout du compte, un nouveau mal apparaît : la déflation. Le mot n'est pas nouveau<sup>2</sup>, mais le mal qui en découle en cette fin de siècle l'est, paraît-il. Deux éminents auteurs ont d'abondance livré leur pensée sur le sujet dans *Le Monde*: J-P Fitoussi, directeur de l'OFCE (29/8) et A.Madelin (30/8).

J-P Fitoussi écrit : « *Des processus objectivement déflationnistes sont à l'œuvre. Partout en Europe la part des salaires dans le revenu national a considérablement baissé, en dessous de son niveau des années 60. La dynamique du chômage de masse étant toujours présente, ce que jadis on appelait la loi d'airain des salaires continue d'œuvrer pour que cette baisse se poursuive. C'est donc à reculons que se fait aujourd'hui la course prix-salaires... La globalisation des marchés financiers, en modifiant les rapports de force au profit des détenteurs de capitaux qui n'ont aucun intérêt à l'inflation, rend structurellement*

*improbable le retour de la hausse des prix. La mondialisation des échanges intensifie partout la concurrence, au point que la baisse des prix devient l'éventualité la plus probable et la possibilité d'une baisse des salaires de plus en plus sérieuse. Que les nouvelles soient alors mauvaises ne doit guère étonner : les prévisions de croissance sont toujours révisées à la baisse, la décade du chômage sans cesse reportée à un avenir plus lointain. La société désespère, et les appels au retour de la confiance ne peuvent rien y faire ; la baisse de la valeur des patrimoines, le chômage de masse, la précarisation du travail, la dégradation sociale des classes moyennes, l'absence de perspectives salariales, sont autant de facteurs objectifs qui constituent la réalité quotidienne des populations* ».

En ce qui concerne les chances de la politique menée actuellement, voici le diagnostic de Fitoussi : « *La réduction des dettes et déficits publics en une période où apparaissent des tensions déflationnistes réelles est une opération éminemment complexe. Faible croissance, augmentation du taux d'épargne et baisse de nombreux prix tarissent les recettes fiscales et font spontanément augmenter le déficit. L'effort de restriction doit être rude pour compenser cette tendance spontanée. Le danger est alors qu'il vienne aggraver les tensions déflationnistes existantes* ».

Que propose Fitoussi ? Si l'analyse comporte plus de quatre longues colonnes, les propositions n'en tiennent qu'une demie. « *Une politique monétaire expansionniste est à l'évidence indispensable, comme le serait toute mesure qui permet*

d'accroître le revenu disponible des ménages : baisse de l'impôt sur le revenu, certes, mais aussi baisse des cotisations sociales salariées pour que chacun puisse bénéficier d'une augmentation de pouvoir d'achat ». On aura bien noté «cotisations sociales salariées » et non patronales comme le fait le gouvernement Juppé.

Cela nous semble un peu court... surtout de la part d'un économiste distingué, de surcroît professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris. Toujours un déficit de vision globale, la plus simple... En résumé, ces réflexions confortent nos analyses. De par le jeu de la concurrence en régime ultra libéral, dans un contexte mondial, il n'y a plus de partage des gains de pro-

### à propos de la Sécu

\*\*\*

#### logique gouvernementale :

Le "trou" de la sécurité sociale est aussi béant qu'avant la "réforme Juppé".

La raison donnée par le gouvernement est que ses prévisions sur la croissance de la masse salariale (5% !) étaient erronées.

Conclusion du même gouvernement : la sécurité sociale étant une charge trop lourde pour l'État, il va falloir accepter qu'elle soit privatisée. Les médias vous y préparent. Et si tout ce cirque n'avait pas eu d'autre but que d'en arriver là ?

#### prix des traitements :

La Mutualité française s'apprêtait à diffuser aux généralistes un *Guide des médicaments comparables*. Il s'agissait pour elle de leur signaler que les prix de deux mêmes "molécules" (par exemple Lipanthyl et Fénofibrate) différaient jusqu'à 50%, selon les laboratoires fabricants. Son but était évidemment de réduire le montant de ses remboursements (20 milliards par an pour les médicaments).

Procès en référé du laboratoire qui diffuse Lipanthyl... Et la Mutualité a été condamnée, sous prétexte «que la comparaison des prix de produits était un appel implicite au boycottage du Lipanthyl » !

Et le prix des examens, saura-t-on un jour comment il est calculé ?

ductivité comme au temps des "Trente Glorieuses". Dès lors, s'obstiner à vendre des produits plus nombreux, alors que la masse des salaires se réduit de plus en plus, aboutit à la phase ultime et logique : la déflation, l'impasse.

Voyons maintenant la pensée de Madelin : « Ce nouveau contexte déflationniste constitue une tendance lourde de l'économie. C'est d'ailleurs ce que confirme le dernier rapport de la Banque des règlements internationaux qui évoque, pour la première fois explicitement, un risque de déflation pesant sur l'ensemble du monde industrialisé ».

Madelin cite comme causes « la mondialisation des marchés financiers... l'apparition des nouvelles technologies... Nous sommes engagés dans une période extrêmement difficile et dangereuse sur le plan économique et social... Cette transition s'accompagne de comportements attentistes propices à la léthargie économique et au pessimisme ». Et plus loin : « Pour faire face à leur endettement, les agents économiques n'ont d'autre porte de sortie que de comprimer les investissements et la masse salariale. Lorsqu'on ne peut baisser les salaires, ce sont des salariés qu'on licencie. Le chômage gagne, les dépôts de bilan se multiplient, le tissu industriel, particulièrement celui des PME, se déchire ». De même les monnaies surévaluées accentuent leur pression déflationniste « Il en résulte que si demain l'euro devait être une monnaie surévaluée par rapport au dollar avec des taux d'intérêt trop élevés, nous risquons de faire de la future zone euro une zone de déflation-dépression économique de nature à conduire à l'explosion sociale et à l'implosion européenne ». Il poursuit : « L'État se trouve lui aussi dans la position d'un agent économique surendetté dont les recettes ne cessent de baisser. La faible croissance, la faible progression des revenus, l'augmentation de l'épargne, les provisions pour pertes, la baisse des prix (en tenant compte des rabais, des soldes et des promotions de toutes sortes) en sont la cause directe. Il faut donc réduire les dépenses, couper dans les budgets, ce qui, en l'absence de

mesures très fortes stimulant la croissance et en raison d'une politique monétaire restrictive, entraîne des effets dépressifs à court terme. Le piège se referme sur les finances publiques. Résultat : un an après, malgré les efforts demandés aux Français, on se retrouve avec le même niveau de déficits ».

Conclusion : « L'ascenseur social est en panne ».

Mais que propose Madelin, après avoir constaté que « ce n'est pas la consommation, mais l'offre créatrice qui fait naître le pouvoir d'achat et l'emploi ? ». Il faut rejeter « les fausses bonnes idées comme le partage du travail. Amplifions le mouvement de déréglementation, de privatisations, etc. »

Il ne fallait pas s'attendre à ce que Madelin, cet ex-Occident, cet ultralibéral, fasse dans le social et préconise, pour sortir de la crise, autre chose que des mesures favorisant le capitalisme. Retenons simplement sa crainte d'explosion sociale qui pourrait être l'aboutissement de la "logique" capitaliste.

\*\*\*

En France, tout le monde, y compris Notat, la "traîtresse" de novembre-décembre 1995, s'attend à un automne chaud. S'il n'était que revendicatif et catégoriel comme l'an dernier, il ne poserait pas les vrais problèmes, le vrai problème : celui du régime. Même le maillon que représentait il y a quelque temps, le partage du temps de travail, semble avoir perdu de sa force et de son actualité. Alain Minc fustige «L'ensemble des responsables publics qui se réfugient derrière le mythe de la réduction de la durée du travail ».

Que de chemin à parcourir !

La pensée de Gramsci est encore plus vraie aujourd'hui qu'au moment où il l'a émise : « L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour : dans cet inter-règne surgissent les monstres ».

ANDRÉ PRIME

1. Ce chiffre est une moyenne relative à l'année 1992 et a été explicité dans notre n° 955, page 12.

2. Il ne faut pas confondre déflation et désinflation. Celle-ci est une simple diminution de l'inflation. La déflation est une baisse générale des prix, des revenus de la production.





# En attendant l'emploi...

En juillet dernier, J-C Pichot avait envoyé à Ph.Seguin une lettre dont nous reproduisons ci-dessous l'essentiel. A cette lettre était jointe une copie de la page 5 de notre n° 935, où J-C Pichot émettait l'idée que si les personnalités réputées les plus intelligentes de notre pays ne savaient pas résoudre la crise, c'est peut-être parce qu'elles posent le problème de telle façon qu'il est insoluble.

Monsieur le Président,

*Je suis sensible, depuis longtemps, à vos analyses et à vos propos sur les dysfonctionnements fondamentaux de notre société....J'ai tendance à penser que, malgré la mise en œuvre d'outils de plus en plus sophistiqués, notamment dans le domaine de la finance qui est très probablement au cœur du problème, ceux qui mènent le monde ne cessent depuis des décennies d'extrapoler, rafistoler et bricoler par l'application de mécanismes dont les fondements remontent pour l'essentiel au 19e siècle ; comment ne pas rester confondu devant ce que je préfère prendre pour une incapacité (à moins qu'il ne s'agisse d'un refus ?) à adopter une démarche logique, honnête et exhaustive utilisant les principes de causalité et de non contradiction ?*

*[...] Pourquoi (presque) toujours buter contre la langue de bois ou le mutisme de ceux qui devraient nous guider ? Lorsque nous nous sommes trouvés confrontés au drame du Sida, il y a d'abord eu aussi un silence, mais le monde entier s'est mobilisé relativement rapidement pour en comprendre les mécanismes, mettre au point les moyens de lutter contre ses effets et organiser une prévention que beaucoup considèrent comme nécessaire à notre avenir, et malgré une complexité plus importante que celle de ma question, un effort suivi a été fait pour nous informer régulièrement des progrès accomplis. Je suis tenté de mettre le chômage en parallèle avec ce mal mondial car, comme lui, il a dépassé il y a 15 ans environ un seuil jugé dangereux, ne cesse de se développer, est transmissible et cause les dégâts que l'on sait au niveau de la planète en fragilisant les organismes vivants que nous sommes, individuellement ou socialement parlant (on ne meurt directement ni l'un ni de l'autre, mais les effets induits peuvent avoir les pires conséquences dans les deux cas).*

*Face au VIH, qui a défié une communauté scientifique pourtant très performante, il a fallu du temps, de la méthode et des moyens nouveaux pour comprendre et mettre au point des solutions qui commencent à porter leurs fruits. Pour ce faire, ne se contentant pas des pratiques et des solutions scientifiques et médicales du siècle dernier, elle a dû innover, un nouvel exemple dont aurait été probablement fier notre grand Pasteur...*

*L'argent serait-il plus tabou que le sexe, et son territoire un sanctuaire impénétrable ? Y toucher serait-il un sacrilège ? Faut-il renoncer à s'attaquer réellement et en profondeur aux dysfonctionnements de nos systèmes économiques ? J'ai le sentiment qu'on tourne autour du problème en ne cessant de faire des incantations, et les comportements des experts me rappellent curieusement ceux d'hommes d'église refusant un certain nombre des bonnes solutions au problème du Sida...*

**Le Président de l'Assemblée Nationale laissa à son Directeur de Cabinet, Mme Malgorn, le soin de répondre poliment... en joignant copie d'un discours de Ph.Seguin au forum d'Épinal. Après quoi fut publié au Seuil son livre intitulé "En attendant l'emploi...". Notre ami s'est empressé de le lire... Mais il a été obligé de constater que si Ph.Seguin fait une excellente analyse des problèmes actuels, il ne propose rien de nouveau pour les résoudre. Il est donc revenu à la charge, cette fois directement auprès de la Direction du Cabinet, pour tenter d'obtenir enfin un effort de réflexion :**

Madame le Directeur de Cabinet,

*Je tiens à vous remercier pour votre envoi du 19 août dernier, consécutif à mon courrier du 17 juillet [...] Je me permets toutefois de revenir sur quelques points de ma lettre de juillet, restés à ce jour sans réponse. En effet, il apparaît qu'aucune autorité, qu'elle soit politique, économique ou sociale, ne sait ou n'ose proposer pour nous en sortir autre chose que l'extrapolation et/ou la sophistication de solutions dont tous les experts sont persuadés depuis des années qu'elles ne produiront au mieux que des effets limités, en partie, probablement, à cause de la défiance devenue viscérale d'une part importante de notre population. A ce titre, les propos, très riches, du Président ne m'ont apporté aucun éclairage nouveau susceptible de me rassurer.*

*Je me permettais, dans ma lettre, de suggérer que l'on traite le drame mondial du chômage et du sous-emploi comme on a traité celui du Sida ; même si les mécanismes ne sont pas faciles à comprendre pour tous, pourquoi ne pas faire établir par un collège international d'experts aux compétences complémentaires reconnues, un dia-*

gnostic aussi complet que possible sur la situation, accompagné des explications nécessaires et d'une analyse du pourquoi de l'impossibilité où se trouvent les hauts responsables politiques de nous en sortir ?

Naturellement, ces travaux devraient s'efforcer de prendre en compte de manière large et sincère les dimensions monétaires et financières qui s'avèrent être les pierres d'achoppement des débats (monnaies, flux financiers et toutes leurs manipulations, limites d'action des gouvernants vis-à-vis des acteurs majeurs parasites tels que mafias ou lobbies de toutes sortes). Il ne peut, me semble-t-il, y avoir une avancée sérieuse dans cette connaissance pour le plus grand nombre sans une telle démarche, et la confiance nécessaire à un redémarrage ne peut se retrouver que si les politiques font la preuve qu'ils dominent au moins intellectuellement le dossier et si les électeurs sont convaincus qu'on ne leur cache plus des choses importantes.

[...] Même si les propositions de certaines écoles socio-économiques marginales surprennent, il serait dommage de ne pas prendre en compte les idées parfois bouillonnantes d'une base responsable qui a vraiment envie de faire quelque chose. Je suis tenté de reprendre ici l'expression utilisée par Michel Serres dans son ouvrage "Les origines de la géométrie", à savoir la "percolation des idées". Il existe beaucoup de déception chez les électeurs, non pas nécessairement à cause des échecs cumulés des différentes politiques menées depuis quinze ou vingt ans (malgré tous les effets négatifs dont certains, trop nombreux, ont souffert), mais parce qu'aucune solution vraiment novatrice n'a encore été proposée. Que diraient les populations inquiétées par le Sida si nos chercheurs et nos laboratoires s'étaient contentés de mettre en œuvre les pratiques, même extrapolées, des médecines d'il y a seulement vingt ou trente ans ?

[...] Pour exploiter cette percolation croissante, preuve qu'il n'y a encore ni renonciation, ni désespoir irréversibles, mais au contraire volonté de trouver autre chose qu'une redistribution de plus en plus hasardeuse d'une richesse auto-bloquée par des mécanismes complètement dépassés, et en profiter pour recoller certains morceaux de notre société déjà bien fragilisée, je suggère que le politique prenne l'initiative de l'organisation d'une sorte d'États Généraux dans lesquels certains des experts même marginaux [...] assureraient naturellement la liaison entre cette base bouillonnante et les instances officielles. Il serait dommage qu'une fois encore les États donnent l'impression de démissionner de certaines de leurs responsabilités en pensant que les autres trouveront bien, par eux-mêmes et sans demander trop d'argent, quelques antidotes nouveaux permettant d'attendre encore quelques années, en laissant croire qu'il n'existe que des crises conjoncturelles.

Je suis navré, Madame le Directeur de Cabinet, de vous avoir encombrée une nouvelle fois d'une longue lettre dont je doute qu'elle intéresse réellement son destinataire final [...].

**JEAN-CLAUDE PICHOT.**

**Nous avons plusieurs fois rapporté ici les efforts déployés par l'ami Paul Béné pour diffuser nos idées en toute occasion. Seul dans son coin, car aucune association, dont ce serait le travail, ne lui apporte l'aide nécessaire, il fabrique lui-même des pancartes, avec des slogans bien envoyés... Et il a du succès. Non seulement les passants et manifestants le remarquent, mais aussi les journalistes. C'est ainsi qu'on a pu le voir au journal télévisé en décembre dernier. Le journal *La Vie Française* a même retenu sa photo, avec sa pancarte, pour illustrer toutes les pages d'un dossier sur la retraite. Paul Béné en a profité pour essayer d'amener *La Vie Française* à découvrir nos propositions. Il leur a écrit :**

Je vous remercie d'avoir choisi la photo de mes pancartes pour illustrer le dossier Spécial Retraite paru dans le numéro du 15 au 21 juin [...]. M'intéressant à la socio-économie, je viens d'acheter ce numéro. A l'heure où les progrès techniques sont fulgurants, nous assistons à l'absurdité de la régression sociale. Pourquoi? Parce que dans presque tous les domaines (hormis chez les profiteurs financiers) on manque de moyens pour réaliser ce qui est techniquement possible. Au lieu de créer et adapter les moyens de paiement dont la société a besoin pour produire et pour consommer, on réduit ceux-ci en affirmant qu'après, ça ira mieux. On a envie de crier : "Au fou !".

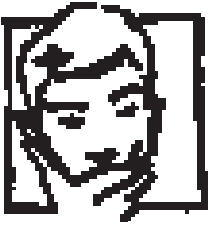
A 81 ans, j'en ai connu des gouvernements, de droite comme de gauche ! Tous ont pris, ou voulu prendre, des mesures d'assainissement financier (sauf pendant les guerres, curieusement) quasi analogues à celles d'aujourd'hui avec le succès que l'on sait.

Le peuple ne gobera pas indéfiniment. Beaucoup de gens avertis, pensent que nous sommes à la veille d'une explosion sociale. Si elle a lieu, qu'en résultera-t-il ? Qui aujourd'hui comprend que la cause de cette crise est l'inadaptation des structures économiques, en particulier du système financier, à l'évolution de notre temps ? C'est ce que mes pancartes, dans les manifs, tentent de vouloir exprimer, appuyées par la distribution de tracts. L'exemplaire ci-joint vous informera mieux que je ne pourrais l'écrire.

Je vous joins également le numéro 958 de *La Grande Relève*, journal que vous n'ignorez probablement pas. Si vous vouliez bien me faire part de votre sentiment au sujet de ce journal et de l'Économie distributive qu'il propose, j'en serais fort honoré.

**PAUL BÉNÉ.**

affaires à suivre...



Il y a deux histoires, l'histoire naturelle et l'histoire humaine. Elles sont sensiblement différentes :

## Au nom de la loi...

L'histoire humaine se distingue de l'histoire de la nature en ce que nous avons fait celle-là et non celle-ci<sup>1</sup>... Il en va des lois comme de l'histoire : il y a des lois *humaines* que nous faisons et les lois de la nature (celle de la pesanteur, par exemple, ou encore de la jungle), dont nous ne sommes pas responsables.

Cependant, les lois de la nature nous sont données une fois pour toutes. Inversement, à mesure que notre société moderne progresse, elle produit un nombre croissant de lois - humaines, bien sûr - en tous genres. Ainsi, « de 80 lois par an en moyenne dans les premières années de la Ve République, on est progressivement passé dans la décennie 65/74, à une moyenne annuelle de 92 lois, pour atteindre, entre 1982 et 1991, 108 lois par an », note le rapport public du Conseil d'État publié en 1991. Plus loin, celui-ci nous apprend que : « la taille moyenne d'une loi était de 93 lignes en 1950, qu'elle atteignait 200 lignes en 1970 et qu'elle dépasse aujourd'hui 220 lignes ».

Mais les lois humaines ne sont pas obligatoirement superflues, stériles. Il existe beaucoup de lois qui marquent l'histoire de la République française : la loi Waldeck-Rousseau de 1884, par exemple, qui légalise les syndicats, celle de 1901 qui garantit la liberté d'association, ou encore celle de 1905 qui sépare les églises et l'État... A cette époque, on faisait des lois *significatives*. Mais depuis lors, les choses ont bien changé. A présent, on fait des lois sur tout et sur rien ; elles prennent parfois des titres surréalistes : loi sur l'eau<sup>2</sup> ou sur l'air<sup>3</sup>... à mesure que l'on empoisonne ces deux éléments naturels. Notre société productiviste produit des lois en quantité considérable, tout comme de vulgaires marchandises... Ce phénomène représente une véritable *inflation* et, qui dit *inflation* dit *dévalorisation* : quand le droit bavarde, le citoyen ne lui prête plus qu'une oreille distraite (extrait du rapport précité).

Notre société, en fait, est très perverse,

elle pousse à la faute, parfois au crime, pour mieux sanctionner ensuite ; par exemple, d'un côté, elle offre des voitures surpuissantes, capables de dépasser les 200 km/h, de l'autre elle fait des lois restreignant la vitesse à 130 km/h, elle punit ceux qui outrepassent cette limite ; d'un côté, elle offre de multiples tentations, elle étale un nombre considérable de richesses, de l'autre, elle fait des lois réprimant le larcin ; d'un côté, elle exacerbe les inégalités (au niveau international comme à l'intérieur de chaque nation), elle multiplie insidieusement les ségrégations, les ghettos, de l'autre elle fait des lois anti-raciales ; notre société est éminemment *criminogène*.

Les **grandes** lois dont nous faisons état plus haut sont des lois *historiques* : elles tirent leur prestige du fait qu'elles marquent une date dans l'histoire moderne, marquée notamment par le progrès des libertés publiques et individuelles. A côté d'elles, cependant, il existe des **petites** lois, insignifiantes, souvent *répressives*. Ne nous faisons pas d'illusion sur leur portée réelle. Montesquieu, qui connaissait bien *l'Esprit des lois*, citait un ancien qui les comparait aux toiles d'araignées : celles-ci arrêtent peut-être les mouches mais laissent passer les oiseaux...

En matière de loi répressive, nous venons d'apprendre que le Garde des Sceaux va saisir le Parlement d'un projet de loi « *tendant à mieux réprimer l'expression et la propagation d'idées xénophobes et racistes qui pourraient directement ou indirectement provoquer la discrimination et la violence* »<sup>4</sup>. Cette nouvelle loi antiraciste vise bien évidemment M. Le Pen qui a récemment déclaré croire à l'inégalité des races. Il n'est pas impossible, au demeurant, que M. Le Pen ne croie nullement à ce qu'il veut bien suggérer, car c'est un homme intelligent, certainement plus que la moyenne de ses électeurs ; en d'autres termes, sa déclaration aurait un certain tour démagogique. Mais il existe, en fait, de nombreux Français qui pensent tout bas ce que Le

Pen clame tout haut. Faut-il une loi prescrivant de lobotomiser tous ceux-là ? Le racisme, pour tout aussi condamnable que soit cette idéologie, c'est d'abord une *idéologie*, une *opinion*, largement partagée à travers le monde, du reste. Même si elle ne vaut rien d'un point de vue scientifique, même si, pour beaucoup, elle est condamnable au nom de la morale, la condamner **au nom de la loi** devient risqué. A partir du moment où la loi réprime l'opinion, empêche sa libre expression, la démocratie se transforme en dictature...

Mais il faut savoir que tant que les inégalités ne cesseront de s'exacerber à tous les niveaux : d'abord à l'échelle mondiale, mais également à l'intérieur des nations, dans les villes, dans les entreprises... tant que durera ce phénomène fortement traumatique, tant que la gauche se montrera incapable de répondre à ce problème **immense**, incapable d'offrir ne seraient-ce que des ébauches de solution, des perspectives con-crètes, tant qu'elle censurera, comme elle le fait aujourd'hui, toute proposition alternative, se contentant de faire de l'antiracisme à bon marché, tant qu'elle s'attaquera à des effets superficiels sans analyser leurs causes profondes et sans en chercher les remèdes... elle ne pourra constituer ce pôle anticapitaliste conséquent susceptible de rassembler des citoyens sur un projet de société radicalement nouveau et elle continuera de rejeter de larges masses sur le repli identitaire, sur la droite nationaliste (la droite libérale ne valant guère mieux, c'est bien elle qui mène le monde aujourd'hui), bref sur le fascisme. Durant ce laps de temps, toute mesure visant à combattre "*la discrimination et la violence*" sera vaine et illusoire.

DJÉMIL KESSOUS

- — — —
1. d'après Gianbattista Vico, philosophe italien du XVIII<sup>e</sup> siècle.
  2. N° 92/3 du 3.1.92.
  3. Projet déposé le 28 mars 1996 sur le bureau du Sénat.
  4. *Le Monde* du 14.9.96.

### À propos des élections

**J**e voudrais répondre à J.G. de Fumel à propos des futures élections. En 1981, il me semble, notre ami G. Marchand s'était présenté dans une petite circonscription de Paris. Aidé par A. Prime, Leblanc, quelques autres et moi-même, nous avons tant bien que mal récupéré quelques milliers de francs qui ont tout juste payé les bulletins de vote. Résultat, Guy a eu très peu de suffrages. Il y a quelques décennies, un autre camarade A. Guérin, remarquable conférencier, a eu l'idée de former le MSA, mouvement pour le socialisme de l'abondance. Résultat également nul. Ceci pour les efforts déjà tentés pour faire connaître nos idées. Mais sur un plan plus politique, je dirais qu'en admettant que nous puissions avoir des élus, ils seraient si peu nombreux que comme ce fut le cas après 81, ou actuellement, une minorité de députés n'a absolument aucun pouvoir. [...] Ce ne sont pas les hommes politiques qui détiennent le pouvoir. Nous n'avons donc aucune chance de nous évader de cette affreuse technique économique qui mène le monde. Je propose donc comme le sénateur Caillavet le suffrage blanc. Ne pas s'abstenir, mais voter blanc, pourrait être une formule à lancer, prouvant et démontrant que nous ne sommes pas indifférents à la politique - au sens réel du terme - mais que nous refusons de faire de la politique. Le centre d'action civique est lui aussi partisan de faire reconnaître le bulletin blanc comme un suffrage exprimé et non comme un suffrage nul.

*J'ajouterai, mais ceci n'a rien à voir avec les élections, qu'un moyen pour se débarrasser de l'économie marchande serait de ne plus consommer!! Laissons nos voitures quinze jours sans rouler... Ce sont des moyens difficiles à réaliser, mais certainement très efficaces. On peut préparer des gens à de telles méthodes surtout si elles sont organisées. Nous avons subi bien d'autres restrictions sous l'occupation pour aucun résultat, que l'on peut envisager d'y penser très sérieusement. Depuis deux siècles de machinisme, de capitalisme, de révolutions, et de guerres, l'avenir est toujours incertain, alors sortons des sentiers battus.*

G.O., Vincennes

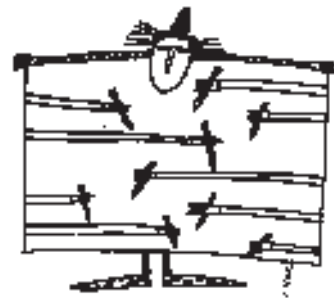
NOTRE RÉPONSE :

La preuve est faite, hélas, que même les hommes politiques parvenus au pouvoir ne font que la politique que leur dictent les milieux financiers. Il s'agit de bien le faire comprendre au plus grand nombre... mais par d'autres voies, à contre-courant et sans l'aide des médias... Facile !

\* \* \*

### Pour continuer un dialogue de sourds

**G**érard Lafforgue annonçait une critique de mon article. Il se borne à rappeler que la lutte des classes est une réalité aujourd'hui comme hier (mais qui donc prétend le contraire ?), à la suite de quoi, nostalgique, il déclare regretter qu'il en soit ainsi... Puis il



annonce que la disparition de la lutte de classes ne se décrète pas (mais qui donc soutient une telle chose ?)... Gérard est hors sujet. Sa réponse ne paraît pas très scrupuleuse. Je rappelle que mon article est une critique du lutte-de-classisme, idéologie qui a cours dans une extrême-gauche que nous connaissons bien ; ce n'est en aucun cas une critique de la lutte des classes. Enfin, Gérard soutient - très pince-sans-rire - que je n'ai pas répondu aux questions de Louis Gohin... Il a beaucoup d'humour... S'il fallait que je publie toutes les lettres - ouverte ou privées - auxquelles il n'a pas répondu, il faudrait bien plus qu'un seul numéro de la GR. Faut-il une nouvelle mise au point pour récapituler les griefs que l'on peut retenir à son encontre et qui hypothèquent sérieusement le mouvement distributiste ? Mais notre ami n'est quand même pas malhonnête ; il confesse qu'il pourrait mieux faire... certes, en se coulant habilement dans la masse « nous devons tous mieux faire », dit-il... Il avait déjà reconnu certains torts à ce sujet. Les critiques que je lui ai adressées traduisent, je le sais, le sentiment de nombreux militants. Nous attendons donc avec impatience qu'il joigne les actes à la parole...

D. Kessous.

## Europe : parlons franc !

Née dans la foulée du Plan Marshall, de l'imagination de Jean Monnet, visionnaire mandaté par les États-Unis alors en quête de débouchés, construite à l'arraché avec l'appui des parlements minoritaires, marionnettes agitées par les lobbies, parée de toutes les séductions, l'Europe nous montre aujourd'hui son cul, un vrai merdier débordant de mécontents, de révoltés, de scandales en tous genres, de fraudeurs, d'escrocs, d'odeurs financières nauséabondes. Son bilan n'a jamais été dressé. La libre concurrence a engendré un chômage galopant dû aux fusions, aux délocalisations, aux innombrables faillites, aux importations à bas prix seulement profitables aux gens du négoce, une armée d'exclus, un flux ininterrompu d'immigrés venus laper la manne des allocations et subventions distribuées à tout-va afin de pallier les carences en matière de formation des revenus.

Elle a fait les choux gras d'un lot de privilégiés, à commencer par les personnels de l'institution lovés à Bruxelles et dans ses annexes, dégoulinant de primes, d'avantages fiscaux et le reste, puis les multinationales imposant leur omniprésence, enfin les banques assurant les va-et-vient de l'immense cagnotte approvisionnée par les contribuables des États-membres, au bénéfice des entreprises et des prébendiers.

Cajolés, pour ne pas dire achetés, édiles et grands électeurs lui ont emboîté le pas, orchestrant les hymnes à l'économie de libre marché, plongeant le pays dans une sombre mélasse que la monnaie unique ne peut qu'épaissir davantage, seconde étape sur la voie de la mondialisation, mondialisation assortie d'un océan de paperasserie, de règlements, d'injonctions, d'interdits, appelée, sous l'égide de cette Commission Trilatérale, dont les médias se gardent de souffler mot, à concrétiser la domination des peuples du monde par l'argent.

**HENRI MULLER**



A-L W

**R**etraitée, mes revenus diminuant à vue d'œil, j'annule tous mes abonnements, excepté à "La Grande Relève" que je distribue autour de moi. Mais quelle apathie, excepté un petit noyau du Sud-Ouest ! Merci pour votre travail qui me donne de l'espoir.

A.C., Levallois-Perret

**NOTRE RÉPONSE :**

Que cette lettre est encourageante ! Rappelons à tous nos abonnés que la souscription permanente nous permet de maintenir gratuitement l'abonnement à ceux qui ont trop de difficulté pour en payer le renouvellement, mais tiennent à continuer. Profitons-en pour demander simplement à tous ceux qui reçoivent sans frais notre journal de bien vouloir, de temps en temps, nous donner signe de vie, histoire de nous confirmer qu'ils continuent à nous lire et à nous aider par leurs propres moyens.

\* \* \*

**V**otre publication me semble exprimer la raison et le bon sens dont nous avons besoin dans l'errance actuelle.

M.C., Brizambourg

**NOTRE RÉPONSE :**

C'est bien notre avis...mais comme le bon sens est mal partagé ! Et remettre en cause la création de crédits sous forme de dettes par les banques est un sujet tabou : il faut que tout le monde continue à l'ignorer pour que personne n'en évalue les conséquences !

\* \* \*

*extraits  
d'une lettre circulaire*

**J**ean-Pierre Poulin projette d'organiser une fête de l'économie distributive dans sa région. Jean-Pierre, notons-le, réside dans le centre de la France, ce qui est un avantage géographique certain, pas très loin d'Amboise, en outre, ce qui devrait rappeler de bons souvenirs à certains amis. Est-ce

que cette manifestation ne serait pas l'occasion de réunir un certain nombre de militants pour faire le point ?

[...] J'ai la conviction que l'économie distributive peut constituer un point cardinal autour duquel devrait se regrouper un vaste mouvement révolutionnaire. Pourquoi ? Parce que l'école de l'ED pose les problèmes réels, essentiels, fondamentaux, concernant la future recomposition économique qui devra tôt ou tard marquer la fin du capitalisme. Dans le passé, d'ailleurs, l'ED a bien montré qu'elle pouvait constituer des passerelles entre divers courants : les anarchistes et les marxistes, par exemple, mais également entre les syndicalistes d'une part (voire les conseillistes) et, d'autre part, des militants plus orientés vers l'action politique. Certes, beaucoup d'entre vous pourront me rétorquer que des tentatives de regroupement ont déjà eu lieu dans le passé et qu'elles ont échoué.

Mais je récusé cette objection. Ce n'est pas parce qu'un projet a fait long feu dans le passé qu'il est condamné à toujours échouer. Sinon, à quoi cela servirait-il de militer pour une société plus juste ? Les échecs passés se sont produits dans des conditions objectives précises et déterminées. Or les conditions n'arrêtent pas de changer et aujourd'hui, elles paraissent mûrir rapidement. En outre, toutes

les erreurs subjectives commises depuis presque deux siècles (en gros depuis que le socialisme a une histoire) sont riches d'enseignements pour l'avenir. Cessons de nous autodétruire, de désarmer nos projets en les traitant d'utopistes. Le projet socialiste n'est pas un projet utopique, c'est un projet ajourné. J'ajouterai à titre subsidiaire et personnel que si je devais me laisser arrêter par un échec, je ne ferai plus grand-chose depuis longtemps [...].

Enfin, je vous informe que je suis en train d'achever un nouveau livre. Certains parmi vous ont déjà pris connaissance de son ébauche et m'ont adressé de précieuses observations à ce sujet. Cet ouvrage porte sur l'universalisme. J'ai la conviction que cette philosophie très vieille et très neuve à la fois peut représenter le trait d'union qui nous manque, la théorie révolutionnaire de notre époque : sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... et inversement.

Théorie et pratique doivent s'enrichir mutuellement. Je compte vous en dire plus ultérieurement.

Djémil Kessous..

**On veut des sous !!!  
Consommez !!!**

Le CD enregistré par **J-P et B. Poulin et D.Daguenet** pour aider nos efforts de propagande est sorti.

Ne manquez pas de le commander

à

**J-P Poulin  
7 rue Jules Ferry  
37110 Château-Renault**

au prix de 30F l'un, plus 5F de frais d'envoi

## Syndiqués, **ouvrez les yeux !**

L'article publié sous ce titre dans notre N° 957 a été traduit par nos lecteurs anglais à l'intention des syndicalistes de leur pays. Son auteur s'est réjoui de cette initiative et nous précise :

*«Je suis syndiqué à la CFDT (anciennement CFTC) depuis 1945 et j'ai connu la Grande Relève en 1950. Je ne pense pas être supérieurement intelligent, mais j'ai tout de suite pensé que l'Economie distributive était le seul moyen de résoudre les contradictions du système économique en place, que les syndicats, malgré leurs affirmations, étaient incapables d'améliorer.*

*J'ai donc essayé de faire partager mes convictions. Mais si les adhérents de base m'écoutaient parfois avec intérêt, les dirigeants m'ignoraient ou me répondaient avec des arguments où l'ironie le disputait à la mauvaise foi. Il m'est arrivé aussi d'écrire aux journaux syndicaux pour réfuter certains arguments qui me paraissaient faux, mais de ce côté là, je n'ai jamais eu de réponse. Il m'est arrivé aussi d'écrire à certains hommes politiques régionaux à la suite d'une prise de position, mais là je ne recevais au maximum qu'un accusé de réception poli.*

*J'estimais donc que mes arguments n'étaient pas assez convaincants et je ne jugeais pas utile de vous en faire part. Puis récemment, j'ai réfléchi que l'équipe de la Grande Relève devait parfois se sentir isolée et qu'il serait peut-être réconfortant pour vous de savoir que les lecteurs du journal (car je ne suis certainement pas le seul) ne se contentent pas de renouveler leur abonnement mais essaient, chacun dans leur sphère, de faire avancer les choses.*

*Si j'avais pensé qu'une simple lettre puisse avoir une telle répercussion, j'aurais commencé plus tôt, et si les syndicalistes anglais ouvraient leurs yeux avant les Français, je penserai qu'une fois de plus, nul n'est prophète en son pays».*

**B. PALIER.**

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

## **Pour que vive la Grande Relève**

A. Halphen 100 - G. Jonard 70 - Mme Leblond 30 - Mme Navault 200 - M. Quinet 170 - Mme Carbonnel 250 - I. Davy-Connil 70 - J. Escalottes 50 - J. Frigout 100 - Mlle Thomas 70 - P. Béné 300 - R. Godart 70 - Mlle Hanouz 200 - Mme Lahens 300 - R. Jacobs 300 - T. Leproux 70 - C. Notot 70 - C. Robin 35 - M. Cornavin 20 - L. Ducrot 70 - J. Eveillé 70 - M. Thomas 70 - R. Barbier 70 - Mme Bour 120 - R. Lextray 300 - Mme Marquet 70.

**Total 3.245 F.**

**Merci à tous !...**

# *bloc - notes*

## **associations et revues**

### **G.L.E.D**

Groupe Liégeois pour l'Economie Distributive a publié la brochure **Muter ou chuter** (prix 18FB, CCP000 0660548) et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.

L. Gosset,  
21 rue Charles-Hansez  
4630 MICHEROUX  
BELGIQUE

### **G.S.E.D.**

Groupe de Salariés pour l'Economie Distributive  
11 rue St-Vincent-de-Paul  
13000 MARSEILLE

### **ÉVASIONS**

publiée par l'Age du Verseau  
"Pour une nouvelle conscience planétaire"  
J-C. Giroud  
103 Résidence Garderose  
33500 LIBOURNE

### **EDEN**

Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle  
6 bis rue Berthe-de-Boissieux  
38000 GRENOBLE

### **RÉSISTANCE**

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE  
61 rue Victor-Hugo  
93500 PANTIN

### **FRAGMENTS - DIFFUSION**

8 rue de la Chapelle  
75018 PARIS

### **CITOYENS DU MONDE**

15 rue Victor-Duruy  
75015 PARIS

### **UNION PACIFISTE**

BP 196  
75624 PARIS Cédex 13

### **TRANSVERSALES**

**Sciences / Culture**  
21, Bd de Grenelle  
75015 PARIS

**La Grande Relève s'est inscrite à titre collectif à la Maison Grenelle.**

**Ceci doit permettre à tous ses abonnés d'en utiliser les services, en particulier ceux de la bibliothèque.**

### **ALTERNATIVE SYNDICALISTE**

éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes  
38, rue du Stand  
95120 ERMONT

### **LE PUBLIPHOBIE**

56 bis, rue Escudier  
92100 BOULOGNE

### **GAVROCHE**

Revue d'histoire populaire  
39-41 rue de la Harpel  
BP872  
27008 ÉVREUX CÉDEX

### **A CONTRE-COURANT**

SYNDICAL ET POLITIQUE  
4, rue des Iris  
52100 SAINT-DIZIER

# En résumé, la "Grande Relève" analyse et propose :

## UN CONSTAT :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**<sup>1</sup> dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat  
ne peut plus être mesuré  
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle  
la crise**<sup>1</sup>.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

## UNE NECESSITE :

### INVENTER POUR S' ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

**économie distributive**,  
qui pose en principe que :

*toute production  
physiquement et  
écologiquement réalisable  
doit être  
financièrement  
possible.  
Et quand elle a été réalisée,  
tout citoyen doit avoir  
le pouvoir d'achat nécessaire  
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et  
celle du **droit économique**  
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,  
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

## DES PROPOSITIONS :

### LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

### LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

### LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



**il n'y a plus d'avenir social en économie libérale**

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes<sup>2</sup>, des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

## UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées<sup>3</sup>. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**<sup>4</sup> renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront com-

posées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

-----

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

***Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.***

*Pour en savoir plus sur ces propositions,  
pour en discuter dans une tribune libre,  
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :*

**LA GRANDE RELEVÉ,  
BP 108, 78110 LE VÉSINET  
CCP 13 402 39 M Paris**

*ou commandez à cette adresse des documents tels que :*

**Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)**

**L'économie libérée, une brochure de base, bien documentée mais facile à lire (25 F)**

**Les affranchis de l'An 2000, roman de M-L DUBOIN (110 F),**

**un résumé : L'économie distributive et les transitions (25 F)**

**pour introduire une discussion : Un socialisme à visage humain, d'André PRIME (25 F)**

**et une bande dessinée de 8 pages : Et si on changeait ? (35 F).**

— tous ces prix sont indiqués franco —